



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOBAT

Zone Industrielle
13 rue Martin Luther King - BP3008
34500 Béziers

Références : D2024-UD34-H1-050

Code AIOT : 0006600914

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement SOBAT implanté ZI du Capiscol 13-15 rue Martin Luther King 34500 Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBAT
- ZI du Capiscol 13-15 rue Martin Luther King 34500 Béziers

- Code AIOT : 0006600914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOBAT réalise des traitements de surface de galvanisation par trempage dans bain de zinc, de grenaillage, et de mise en peinture. La société existe depuis plus de 60 ans.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	MTD	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6 > II.	Demande d'action corrective	2 mois
6	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
8	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	IMPLANTATION - AMENAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	Sans objet
2	Rejets gaz	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 3.2.3	Sans objet
3	DISPOSITIONS GENERALES D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	Sans objet
5	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser la campagne de mesure des per et polyfluoroalkylées (PFAS) au niveau de ses rejets indirects aqueux : les bains d'acide usés.

Le dossier de réexamen de conformité aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) doit être transmis dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IMPLANTATION. - AMENAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions air
Prescription contrôlée : Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
Constats : Il y a 6 extracteurs en toiture. Ils sont placés au plus haut du bâtiment, et il n'y a pas d'autre bâtiment autour. Les prescriptions sont respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, respect VLE
Prescription contrôlée : La teneur en polluants des gaz et vapeur especte en sortie des conduits d'extraction avant toute dilution, les valeurs limites d'émissions fixées comme suit : Atelier de traitement de surface ; Acidité totale (en H) : 05 mg/Nm3 Atelier de galvanisation : Zn : 5 mg/Nm3 Atelier de métallisation : Zn : 5 mg/Nm3 Atelier de travail mécanique des métaux : Poussières : 150 mg/Nm3 Cabines de grenaillage : Poussières : 100 mg/Nm3

<p>Fours de cuisson : NOx : 400 mg/Nm3 SOx : 35 mg/Nm3</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures des rejets gaz ont été vus en inspection. Tous les résultats sont conformes aux VLE fixées par l'AP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi toxicité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits utilisés pour le traitement de surface ont été passés en revue. Les marquages prévus par les FDS ont été constatés sur site, et les équipements de sécurité au niveau du bain de zinc étaient portés par les manipulateurs. La prescription est respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : MTD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6 > II.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, MTD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les délais prévus par la réglementation, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques</p>

disponibles pertinentes pour les installations relevant des dispositions du chapitre II de la directive 2010/75/ UE susvisée, telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées aux articles R. 515-62 I et R. 515-64 du code de l'environnement, ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62, sans préjudice de la réglementation applicable. Le dossier de demande d'autorisation mentionné à l'article R. 515-59 ou le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 liste les MTD devant être mises en œuvre. Les conditions d'application sont précisées par arrêté du ministre en charge de l'environnement et/ ou par décision préfectorale.

Constats :

Le site a pour Bref de référence le FMP (transformation des métaux ferreux) dont la parution date de novembre 2022, date d'enclenchement de la procédure de réévaluation. Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, le dossier de réexamen doit être rendu 12 mois après la publication des conclusions des MTD, soit dans le cas présent avant novembre 2023. Le dossier de réexamen n'a pas été transmis.

L'exploitant a néanmoins déjà avancé dans la rédaction de ce dossier, et un tableau avec planification des actions sur les 63 lignes des MTD a été montrée pendant l'inspection.

Un projet de réalisation de nouveaux bains de zinc, avec un bâtiment nouveau permettra de répondre aux demandes des MTD.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le dossier de réexamen de la conformité des installations au BREF FMP, initialement attendu pour novembre 2023, dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Au travers de l'inventaire des produits utilisés sur le site et l'examen des FDS associées, il a été établi qu'aucun PFAS n'était utilisé ni aucun élément contenant du Fluore.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Aucune analyse de PFAS n'a été engagée par l'exploitant. L'arrêté du 20 juin 2023 demande aux exploitants des installations classées pour la protection de l'environnement autorisées parmi lesquelles sont incluses celles du site : 2567 et 3620 de réaliser 3 campagnes mensuelles d'analyses pour identifier s'ils rejettent des PFAS et en quelle quantité dans leurs effluents aqueux. L'exploitant estime qu'étant donné l'absence d'usage de PFAS ou de Fluore, et l'absence de rejet aqueux du site hormis des eaux pluviales non souillées, le site ne devait pas être soumis à cette campagne de mesure. Cependant, les rejets aqueux à considérer sont les rejets direct ou indirects. Ainsi pour la situation de Sobat, les analyses doivent porter sur les rejets aqueux du site indirects : les bains de prétraitement en fin de vie, les acides usés, et les acides chargés en zinc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser sans délai les campagnes de mesure de PFAS demandées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 7 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le laboratoire n'a pas encore été sélectionné par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le laboratoire sélectionné pour les mesures PFAS doit être accrédité COFRAC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 8 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements n'ont pas encore été réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les échantillons de mesure des PFAS seront pris dans les bains acides avant leurs envois en centre de traitement de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 9 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Ces points seront à définir avec le laboratoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les limites de quantification des PFAS devront être conformes à l'article 4 de l'AM du 20/06/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 10 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats devront être remplis dans GIDAF. Un cadre spécifique aux résultats PFAS a déjà été créé sur le compte GIDAF de SOBAT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats des campagnes PFAS doivent être entrés dans GIDAF dès réception des analyses.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois